

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

29 avril 2022

Stib

Le troisième tour, ce ne seront pas les législatives mais les luttes sociales

Sans grande surprise, Macron a finalement remporté le second tour des élections présidentielles françaises avec un score confortable de 58,5%, tandis que Le Pen en a attiré 41,5%.

Macron a une fois de plus bénéficié du rejet de Le Pen et de son programme d'extrême droite anti-ouvrier et raciste. La plupart des partis politiques et des syndicats avaient en effet appelé à voter contre elle. Des manifestations syndicales ou lycéennes contre Le Pen et son Rassemblement National ont eu lieu, au cours desquelles, d'ailleurs, bien des manifestants exprimaient leur frustration par des pancartes « Ni Macron, ni Le Pen ».

Malgré tout, le score du Rassemblement National a progressé depuis les dernières élections présidentielles, pas seulement en pourcentage mais aussi en nombre de voix : Le Pen est passée de 10,7 millions à 13,3 millions de voix. Elle a aussi bénéficié d'un vote de rejet anti-Macron, comme le montrent les résultats dans certains quartiers populaires où Mélenchon était arrivé en tête au premier tour et qui ont voté Le Pen au second. Mais ceux qui ont voté pour elle par haine vis-à-vis du « président des riches » ont néanmoins voté pour une ennemie tout aussi acharnée des travailleurs.

Voter Le Pen ne sert qu'à faire pencher de plus en plus le balancier politique vers la droite et à justifier des mesures plus antisociales, plus répressives et plus racistes.

Un grand nombre d'électeurs, dégoûtés du non-choix qu'ils devaient faire, ont préféré s'abstenir. C'est ainsi que le taux d'abstention a culminé à 28%. Si l'on calculait les pourcentages sur tous les électeurs et pas seulement sur les votants, Macron n'aurait que 38,5% et Le Pen 27,3% – il y a donc plus d'électeurs qui se sont abstenus que de voix pour Le Pen !

Macron, par sa politique anti-sociale et ouvertement pro-patronale a certainement alimenté le vote Le Pen et il va continuer à le faire dans les années qui viennent. Mais les partis qui se disent de gauche, le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français, portent eux aussi leur part de responsabilité dans cette situation. En 1981, François Mitterrand a amené la gauche au pouvoir et cela a créé un immense espoir parmi les couches populaires. Après quelques mesures sociales, il fallut

rapidement déchanter : fermeture des mines, blocage des salaires, flexibilisation du travail et l'ensemble de la politique d'austérité ont repris d'une main ce qui avait été donné de l'autre. La présidence de François Hollande a été du même acabit, au point qu'il n'a même pas osé se représenter... Pour le monde du travail, ce fut une immense trahison : qui allait le défendre alors que ceux-là même qui étaient censés le représenter faisaient une politique de droite ?

Depuis des dizaines d'années, du PS au PCF, puis à la France Insoumise, tous les partis qui prétendent s'opposer à la droite et défendre les couches populaires ne proposent rien de plus que de voter pour eux. Ils ont tous abandonné le terrain des luttes sociales. On voit où ça les a menés aujourd'hui : appeler à voter Macron !

Or, c'est justement dans les entreprises et dans la rue que les travailleurs peuvent mener leur combat. Pas dans les urnes ! La grande bourgeoisie, les Bouygues et les Bolloré, les actionnaires discrets d'Engie et de Total, ne craignent pas les politiciens, même de gauche. En revanche, ils savent que leurs profits viennent du travail de leurs salariés, que ce sont les travailleurs qui font marcher toute l'économie, qui produisent dans leurs entreprises, qui transportent leurs marchandises, qui construisent les routes, etc. etc.

Tout repose sur les épaules du monde du travail, le prolétariat. C'est pour cela que c'est lui seul qui est en mesure de mettre à bas ce système capitaliste injuste et absurde, chasser le patronat, prendre les entreprises et les faire fonctionner dans l'intérêt général de tous de façon démocratique et en prenant en compte les impératifs écologiques à long terme.

Cela peut paraître lointain au vu de la faiblesse actuelle des luttes des travailleurs, c'est pourtant la seule perspective car on ne peut pas continuer à attendre que tel ou tel politicien change la société à notre place, ils en feront pas.

De tous temps, les luttes des travailleurs ont connu des hauts et des bas. Il est urgent et nécessaire aujourd'hui que les travailleurs reconstruisent leur parti, pas pour gagner des élections, mais pour commencer à se préparer aux luttes sociales, pour défendre le programme d'une révolution sociale, le seul qui représente un avenir pour la société.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Les agressions, une réalité de tous les jours

Il y a toujours autant d'agressions à la Stib. Selon les chiffres de la direction, il y a eu 741 agressions en 2021, soit 2 agressions chaque jour. C'est énorme ! De plus, elle ne se base pas sur les rapports d'incident, bien plus nombreux, qui reflètent mieux la réalité. Ce qu'il faut, c'est engager des travailleurs spécialisés dans la gestion de la violence pour protéger les agents. En attendant, la direction pourraient utiliser les contrôleurs, qui sont formés aux conflits, à la sécurité du bus, des trams et des stations plutôt qu'à faire la chasse aux fraudeurs. Il n'y a que notre force collective qui imposera à la direction des embauches !

Une grève fantôme

La grève du 22 avril a été bien suivie. Environ 60 et 70% des chauffeurs ont fait grève. Tout le monde est bien conscient que nos salaires sont trop bas et qu'il faut les augmenter ! Seulement... la consigne donnée par les permanents syndicaux a été de rester à la maison. Or, seule une mobilisation peut obliger la direction à augmenter nos salaires. Une grève à la maison n'a que peu d'effet et est souvent démoralisante...

Les patrons raffolent du chômage

La chaîne de grands magasins Inno a décidé de mettre la moitié de son personnel – environ 700 employés – en chômage temporaire jusqu'à la fin juin. Avec la prolongation des mesures gouvernementales prises dans le cadre de la crise sanitaire, le chômage économique est devenu une aubaine pour toutes les entreprises qui veulent réduire leurs activités. Depuis le début, le Covid n'est qu'un bon prétexte pour permettre aux patrons de siphonner la caisse d'assurance des travailleurs sans toucher aux juteux profits qu'ils continuent d'amasser.

Une grève qui a besoin de voyager

Le personnel de cabine de Ryanair en Belgique a mené une grève du 22 au 24 avril. Malgré les menaces de la direction, les travailleurs ont largement suivi le mouvement et plus de 280 vols ont été annulés. Il faut dire que les raisons de débrayer ne manquaient pas : un salaire ridicule pour des horaires infernaux, des fiches de paie erronées, des infractions aux droits sociaux et des intimidations à répétition, des sanctions systématiques pour les travailleurs malades « trop souvent »... et la liste ne cesse de s'allonger ! Cette situation, tous les travailleurs de Ryanair la connaissent. La colère gronde partout, en Belgique comme ailleurs. Cette grève est un premier succès qui en appelle d'autres. Ce sera le moyen le plus sûr pour se faire respecter !

On ne marche pas !

Ludivine Dedonder (PS) vient de ressortir un vieux projet des tiroirs de son parti : le « service d'utilité collective ». En gros, il s'agit d'une attrape qui consisterait à offrir un complément de salaire à des jeunes qui sont au chômage ou au CPAS, en leur demandant de rendre des services civils tout en étant encadrés par des militaires. Mais c'est d'un vrai boulot dont ces jeunes ont besoin, et d'un boulot qui paie ! Au fond, les politiciens profitent du chômage et de la misère en appâtant des jeunes avec quelques billets, pour les jeter dans les bras de l'armée et les faire marcher au pas.

Des prisons à l'image de la société

La misère s'accroît et pousse toujours plus de travailleurs pauvres à la délinquance, puis... à la maison d'arrêt. Pour résoudre ce problème, l'État belge a sa solution : continuer de remplir les prisons déjà pleines à craquer et entasser les détenus. Cela fait des années que cela dure et la situation s'empire. Le taux d'occupation grimpe jusqu'à 170 % dans certaines prisons ! Des cellules d'une personne en comptent deux ou trois. Du coup, les bagarres augmentent, mais aussi les suicides. Ils sont deux fois plus nombreux que dans le reste de l'Europe ! Le personnel de garde et de santé est débordé. À Nivelles, un détenu est mort en novembre dernier en attendant qu'on vienne le soigner ! Voilà le choix qu'offre cette société aux pauvres qu'elle fabrique : crever seul de misère ou entassés dans un cachot.

Bouchez et le cordon élastique

Le débat entre le président du MR, Georges-Louis Bouchez, et celui du Vlaams Belang fait polémique. Les autres partis francophones lui reprochent d'avoir rompu le cordon sanitaire avec l'extrême droite. L'attitude de Bouchez est surtout opportuniste au moment où l'extrême droite monte en France. Les partis bourgeois n'ont aucun problème à en reprendre les idées abjectes sur l'immigration et la sécurité. Et comme on l'a vu dans d'autres pays, ils n'hésitent jamais, le moment venu, à s'allier avec l'extrême droite pour rafler des voix aux élections.

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



www.lalutte.org



contact@lalutte.org



0498/44 64 72